

Direction départementale des territoires et de la mer

Service Eau Nature Territoires

Pôle Biodiversité

**Arrêté préfectoral complémentaire à
l'arrêté préfectoral d'autorisation préalable aux travaux à la remise en navigation du Canal Condé-
Pommeroeul du 16 septembre 2019,
au bénéfice de Madame la Directrice des Voies Navigables de France de la Délégation Territoriale Nord-
Pas-de-Calais (VNF DT NPDC),
portant dérogation au titre de l'art. L 411-2 CE
en vue de la destruction d'habitat et d'individus du Castor européen, *Castor fiber*,
à Fresnes-sur-Escaut, Condé sur l'Escaut, Thivencelle et Saint Aybert**

Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L 411-1, L 411-2, L 415-3, R 411-1 à R 411-3, R 411-6 à R 411-13, L 123-19-2 à 7 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 consolidé relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements - version consolidée au 18 février 2009 ;

Vu le décret du 30 juin 2021 nommant M. Georges-François LECLERC, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) à compter du 19 juillet 2021 ;

Vu le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n°2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de l'autorisation environnementale ;

Vu le décret du 27 août 2020 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Nord (classe fonctionnelle I) – M. FETET (Simon) ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié relatif aux conditions de demande et d'instruction des autorisations exceptionnelles d'activités portant sur des spécimens d'espèces protégées ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 janvier 2020 fixant la liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature ;

Arrêté préfectoral du 16 septembre 2019 portant dérogation au titre de l'art. L 411-2 CE au bénéfice de Voies Navigables de France en vue des travaux à la remise à la navigation du Canal Condé-Pommeroeul ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Éric FISSE, directeur

départemental des territoires et de la mer du Nord (délégation générale et ordonnancement secondaire) ;

Vu la circulaire DNP/CFF n°2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la demande de Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC en date du 30 juin 2021 ;

Vu l'avis de Monsieur le Président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) en date du 4 août 2021 ;

Vu la consultation du public menée sur le site internet de la préfecture du Nord du 2 au 16 juillet 2021 ;

Considérant que Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC démontre la raison impérieuse d'intérêt public majeur du projet ;

Considérant que Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC démontre l'absence de solution alternative réduisant davantage les impacts après mise en œuvre des mesures d'évitement lors de la conception du projet ;

Considérant que Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC démontre que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de l'espèce concernée dans leur aire de répartition du fait des mesures prévues d'évitement, de réduction et de compensation d'impacts ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer.

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

Dans le cadre de travaux de remise à la navigation du Canal Condé-Pommeroeul Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC (ou son mandataire) est autorisée à déroger à la protection du Castor européen, *Castor fiber*.

Cette dérogation s'applique sous réserve des mesures de réduction, de compensation des impacts et d'accompagnement définies aux articles suivants du présent arrêté préfectoral.

Article 2 – Mesures de réduction de l'impact

Dans le cadre de travaux de remise à la navigation du Canal Condé-Pommeroeul, Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC (ou son mandataire) met en œuvre les mesures suivantes.

mesure R1 : Phasage des travaux de débroussaillage et de défrichement selon les périodes de sensibilité du Castor européen

La période de sensibilité maximale du Castor européen s'étend de début mars à fin août, correspondant principalement à la période de gestation et d'élevage des jeunes.

Indépendamment des enjeux liés au Castor européen, la période autorisée, dans l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2019, pour les travaux de débroussaillage et de défrichement des berges s'étend du 1^{er} août au 31 mars.

Afin de tenir compte de la période de sensibilité du Castor européen, les travaux de débroussaillage et de défrichement des berges seront réalisés entre le 1^{er} septembre et le 28 février (soit une extension de la période d'interdiction aux mois de mars et août inclus).

mesure R2 : Préservation d'un linéaire de 2 km de berges favorables au Castor européen durant toute la durée des travaux

La mesure consiste à adapter le phasage et les modalités de réalisation des travaux, afin de maintenir constamment des zones d'alimentation propices à l'accueil du Castor européen pendant toute la durée des travaux, et permettre ainsi le maintien de l'espèce localement pendant les travaux.

Les adaptations suivent les principes suivants :

- Préserver constamment un linéaire minimum de 2 km de berges végétalisées (présentant des essences ligneuses), pendant toute la durée du projet : aux linéaires évités, viendront s'ajouter les linéaires de berges restaurées offrant au Castor européen des ressources alimentaires ;
- Les zones de quiétude résultantes, resteront préservées des travaux pendant la période de sensibilité du Castor européen (soit de début mars à fin août inclus).

Dès qu'un linéaire de berge aura été remodelé selon son profil définitif, la pose des enrochements percolés sera immédiatement suivie de plantations (et ponctuellement, d'aménagements de terriers artificiels). Ces adaptations favoriseront la reconstitution d'habitats favorables au Castor sur les berges de façon à renouveler le milieu concomitamment à la poursuite des travaux sur d'autres zones.

mesure R3 : Préservation temporaire de l'ancienne hutte en rive droite et des zones d'alimentation adjacentes

Dans l'objectif d'éviter temporairement la destruction de l'ancienne hutte dans la partie centrale, les modalités d'exécution des travaux se dérouleront comme suit :

- Dans une logique de réduction des impacts, l'atelier fluvial adoptera un chenal restreint et déporté vers la rive gauche pour le franchissement de cette zone centrale, permettant d'éviter 600 mètres linéaires de berges en rive droite de part et d'autre de l'ancienne hutte (amont et aval) et de réduire sur 600 mètres linéaires les incidences sur les berges en rive droite (recul de la berge de 1 à 4 m, avec maintien de la végétation à l'arrière) ;
- Les berges de la rive droite de ce secteur central seront préservées de toute intervention, le temps que des habitats de substitutions aient été aménagés (notamment à l'aval) ;
- Une fois ces habitats restaurés par ailleurs, les travaux nécessaires à la réalisation du projet au droit de cette berge rive droite seront effectués, dans les conditions de suivi et de prospection prévues.

mesure R4 : Préservation temporaire des éventuels terriers huttes découverts en phase travaux

En cas de découverte d'un terrier hutte, un linéaire de 25 m de part et d'autre du terrier sera préservé, le temps de déployer le protocole d'urgence (CF. mesure R7).

Les entreprises de travaux auront préalablement suivis une formation par un écologue à la reconnaissance des traces de présence du Castor européen, et notamment de terrier ou hutte (CF. mesure Ac1).

mesure R5 : Interdiction du travail de nuit en phase travaux

Afin de limiter les risques de dérangements du Castor européen, les travaux seront interdits entre 22h et 6h toute l'année et durant toute la durée du chantier.

mesure R6 : Implantation d'aménagements pour faciliter l'accès du Castor européen aux berges

Divers aménagements seront mis en place sur les berges dans les secteurs non propices au déplacement du Castor européen (Cf. annexe 1 - carte localisation des aménagements pour faciliter l'accès aux berges).

Enrochement percolés

Les enrochements seront renappés de terre végétale afin de faciliter l'accessibilité des berges au Castor pour aplanir la surface du sol. Ce système sera mis en place sur l'intégralité du linéaire de berges avec une pente de 2/1, soit un total de 8 750 mètres linéaires.

En complément de la percolation des enrochements et de leur végétalisation, toutes les mesures sont mises en œuvre pour optimiser la renaturation des berges, par exemple, en créant des annexes hydrauliques en pied de berges et des paliers sur les talus ou en développant les techniques végétales.

Chicanes à Castor européen

Un dispositif, dit « chicane à Castor », sera expérimenté afin de permettre l'accès des berges au Castor européen. 4 dispositifs de ce type seront aménagés à titre expérimental.

Rampes d'accès

Un système de 6 rampes d'accès sera mis en place sur les deux berges, en compléments des premiers dispositifs. La rampe pourra être en bois ou en métal, et sera fixée aux enrochements.

Les emplacements d'implantation de ces dispositifs devront permettre d'accéder :

- Aux banquettes dans le secteur amont ;
- Aux banquettes dans le secteur aval ;
- A l'étang Hogneau ;
- Aux banquettes en rive gauche ;
- Au courant de Vaucelles ;
- Au fossé derrière le TD18.

L'installation de ces aménagements se fera au fur et à mesure de la restauration des berges après travaux, dans la continuité de la pose des enrochements percolés.

Les chicanes à Castor et rampe d'accès sont utilisées pour permettre la circulation du Castor d'Europe, en dernier recours, lorsque les berges ne peuvent être davantage renaturées.

mesure R7 : protocole d'urgence en cas de découverte d'un gîte en phase travaux

En cas de découverte d'un gîte (terrier ou hutte) non identifié lors de l'étude, un protocole d'urgence sera mis en place de la façon suivant :

- Etape 1 : arrêt temporaire des travaux sur un linéaire de 25 m de part et d'autre du gîte ;
- Etape 2 : passage d'un écologue afin de vérifier si le gîte est occupé ou non (utilisation d'un endoscope pour s'assurer de l'occupation du gîte) ;
- Etape 3-a : si le gîte n'est pas occupé et aucune trace de présence récente (datant de moins d'un an), le chantier peut reprendre ;
- Etape 3-b : si le gîte est occupé, démantèlement du terrier, sous encadrement d'agents préalablement formés par un écologue, en respectant les préconisations décrites ci-dessous (issues d'une fiche technique de l'OFB).

Préconisations lors du démantèlement du gîte :

- Tenir éloigner les engins pour éviter l'effondrement des terriers (utilité d'une pelle à bras de grande portée) ;
- Prévoir une personne à l'entrée du terrier pour détecter d'éventuelle sortie de castor, sans lui barrer la route ;
- La détection des sorties peut se faire par observation visuelle ou à l'aide d'une caméra thermique ou filaire ;
- Positionner une personne, proche du godet pour orienter la pelleteuse et déceler les animaux ou d'autres galeries lors de la destruction ;
- Dans le cas de gîte en enrochements, essayer de faire sortir les animaux puis dégager les blocs un par un.

Le protocole de destruction de gîte sera effectué hors période de sensibilité du Castor. VNF tiendra informé la DDTM du Nord et l'OFB de l'arrêt, des résultats et de la reprise du chantier.

Article 3 – Mesures compensatoires

Dans le cadre de travaux de remise à la navigation du Canal Condé-Pommeroeul, Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC (ou son mandataire) met en œuvre les mesures suivantes :

mesure C1 : Plantations le long des berges

Différentes essences seront plantées le long du canal sur un linéaire de 5920 mètres dans l'objectif de fournir une alimentation adaptée au Castor européen, avec une majorité de Saules divers et de Peuplier tremble (Saule marsault, Saule blanc, Peuplier tremble, Cornouiller sanguin, Saule des vanniers, Saule cendré, Noisetier).

La végétation arbustive devra être particulièrement fournie en pied de berge, au contact de l'eau, pour s'assurer de son accessibilité pour le Castor européen.

Une gestion sélective pourra être réalisée sur ces plantations, afin de conserver une végétation arborée à arbustive. Aucune coupe à blanc ne sera réalisée afin de maintenir en permanence la ressource alimentaire. Le plan de gestion prévu à l'arrêté du 16 septembre 2019 intégrera la gestion à réaliser sur ces plantations.

Dès qu'un linéaire de berge aura été remodelé selon son profil définitif, la pose des enrochements sera immédiatement suivie de plantations. Les plantations seront effectuées à l'avancement de l'aménagement des berges, qui se feront de l'aval vers l'amont.

Les plantations en pieds de berges pourront faire l'objet de boutures tout au long de l'année, en cas de reprise insuffisante de la végétation. Pour les plantations les plus importantes (s'étendant jusqu'en haut de berge), la période de novembre à mars sera privilégiée, hors périodes de gel ou de pluies abondantes (Annexe 2 – carte des plantations sur berge)..

Les plantations, la gestion et les divers aménagements en faveur du Castor européen ne doivent pas se substituer aux autres mesures, en particulier compensatoires, destinées à favoriser les roselières et végétations palustres en faveur des oiseaux paludicoles (fauvettes paludicoles, Blongios nain).

mesure C2 : Aménagement de 4 terriers huttes de substitutions

Afin de compenser la perte d'habitat de gîte pour le Castor européen, *a minima* 4 terrier huttes artificiels seront aménagés le long des berges du canal :

- Secteur aval : 1 terrier hutte minimum ;
- Secteur amont : 1 terrier hutte minimum ;
- Secteur central : 2 terrier hutte minimum

Les emplacements définitifs seront définis en concertation avec la DDTM et l'OFB dans le cadre du COPIL Castor mis en place (Cf. mesure A4) suivant les emplacements pré-ciblés (Annexe 3 – Carte localisation des sites potentiels pour l'implantation des terriers huttes). Les emplacements veilleront à assurer la tranquillité des gîtes vis-à-vis des promeneurs et de la navigation et un positionnement écologiquement pertinent (confluence, annexe hydraulique, ressource alimentaire, absence d'impact sur des habitats d'intérêt pré-existants ...).

Caractéristiques du terrier hutte :

- Entrée : l'entrée de la hutte se fera par une interruption dans les enrochements sur une hauteur et une largeur de 30 à 40 cm. Afin de tenir compte de la fluctuation des niveau d'eau, l'entrée sera réalisée entre 50 cm à 120 cm sous le niveau d'eau le plus bas (les terriers huttes artificiels seront construits à différents niveaux). La galerie vers la chambre est réalisée au moyen de roches de petit calibre, avec une pente de 60°. La pente inférieure (« plancher » de la galerie) repose sur un feutre géotextile.
- Aménagement de la chambre : la hutte sera créée dans le corps de digue, hors remblai. Elle sera aménagée à l'aide d'un regard béton de 1 m sur 1 m, d'une hauteur de 50 cm minimum, sans fond, avec une large ouverture dans le couvercle, avec une fonction d'échappatoire et d'aération. Des branchages robustes (diamètre supérieur à 5 cm), colmatés de terre/vase, couvriront l'ouverture du couvercle de façon à former une « toiture », modulable par le Castor européen. Cette structure permet d'assurer une fermeture de l'accès, vis-à-vis de dérangements, tout en garantissant au Castor européen la possibilité de fuir le gîte dans le cas, par exemple d'un éventuel colmatage de l'entrée aquatique par des embâcles. Le Castor européen doit pouvoir ronger les branchages de la « toiture » de protection et quitter le gîte par l'ouverture de façon similaire à ce qu'il pourrait faire dans un terrier-hutte naturel (fuite en élargissant l'évent du terrier). Des branches seront également disposés au-dessus de l'aération et du toit de la hutte.

Le sol de la hutte sera constitué dans le terrain naturel hors d'eau.

Autant que de besoin, afin de garantir la mise hors d'eau de la chambre, la digue sera surélevée par rechargement de terre sur une longueur de 10 m. Des branchages seront positionnés par-dessus.

Le suivi scientifique du dispositif sera réalisé par pièges-photographiques.

Le principe d'aménagement respecte le schéma de principe d'un terrier hutte artificiel (annexe 4 - illustration d'un terrier hutte artificiel).

Les terriers huttes artificiels constituent une solution de dernier recours qui ne doit pas se substituer à la recherche de mesures de renaturation des berges, permettant en particulier le creusement de terriers ou l'aménagement de terriers huttes naturels sous des amoncellement de branchages.

mesure C3 : Restauration d'un milieu favorable entre le chenal de navigation et les annexes alluviales

Les milieux représentatifs des annexes alluviales font déjà l'objet d'une mesure compensatoire inscrite à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2019, en faveur de l'avifaune des milieux humides, et notamment du Blongios nain. La présente mesure doit être réalisée sur l'interface entre les annexes et le chenal de navigation, sans remettre en cause la mesure compensatoire déjà validée.

Cette mesure consiste à la restauration de milieux favorables au Castor européen, comprenant des plages sédimentaires et des plantations de ligneux. Pour garantir à la fois la pérennité des milieux restaurés (protection de la berge face aux contraintes hydrauliques), et l'accès du Castor européen à ces milieux, le dispositif alternera des tronçons d'enrochements plantés avec des ouvertures irriguant un contre fossé et donnant accès aux plages sédimentaires en lisière des annexes alluviales.

Les plantations réalisées fourniront une ressources alimentaire adaptée au Castor européen (Saule marsault, Saule cendré, Peuplier tremble, Cornouiller sanguin, Saule vannier, Saule cendré, Noisetier).

Les connexions hydrauliques existantes entre le canal et les zones en eau des annexes alluviales seront préservées.

(Annexe 5 – Illustrations des aménagements à l'interface entre le chenal de navigation et les annexes alluviales)

Article 4 – Mesures d'accompagnement et de suivi

Dans le cadre de travaux de remise à la navigation du Canal Condé-Pommeroeul, Madame la Directrice de Voies Navigables de France de la DT NPDC (ou son mandataire) met en œuvre les mesures suivantes :

mesure A1 : Sensibilisation/formation des intervenants de chantier

Afin de permettre aux intervenants de chantier de reconnaître les traces de présence de Castor européen et d'être sensibilisés aux mesures à respecter, une session de sensibilisation/formation sera organisée par un écologue avant la reprise des travaux.

La sensibilisation visera principalement à permettre au personnel de chantier de reconnaître un terrier et/ou une hutte de Castor (afin de s'assurer que les éventuels terriers non identifiés lors des études préalables soient détectés lors des travaux). Les mesures à respecter seront par ailleurs expliquées, afin de permettre la meilleure application par les équipes de travaux.

Un livret pédagogique, illustré et synthétique, sera produit et diffusé à l'ensemble du personnel de chantier.

mesure A2 : Suivi du chantier par un écologue

Un écologue est chargé du suivi du chantier pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du présent arrêté et de l'absence d'impact supplémentaire.

L'écologue veillera à la bonne mise en application de l'ensemble des mesures ERC, et assistera les équipes de travaux pour leur mise en œuvre. Ce suivi sera réalisé au moyen de visites mensuelles durant toute la durée du chantier. Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu, transmis au maître d'ouvrage et aux services de l'État (transmission à la fin de chaque phase de chantier).

Une surveillance accrue sera réalisée dans le cadre des opérations de débroussaillage. Les zones à débroussailler seront prospectées par l'écologue au fur et à mesure de l'avancement du chantier, afin de vérifier l'absence de gîte avant les opérations de débroussaillages. En cas de découverte d'un gîte, un linéaire protégé de 25 m de part et d'autre sera mis en place et le protocole d'urgence sera activé.

En cas de découverte de nouvelle espèce protégée exposée à l'impact des travaux, le chantier est interrompu afin de mettre en place un plan de sauvegarde adapté.

mesure A3 : Création d'un réseau de partenariats sur le Castor européen

La création d'un réseau de partenariats avec différents acteurs (notamment Conservatoire des Espaces Naturels, Groupe Ornithologique du Nord, PNR Scarpe Escaut, département 59, ...) permettra d'échanger sur l'espèce et de partager les connaissances acquises par chacun et les retours d'expérience. Les gestionnaires de sites connexes d'intérêts potentiel pour le Castor européen seront intégrés au réseau s'ils le désirent. Ce partage des connaissances sera *in fine* bénéfique à l'espèce et à sa préservation.

La constitution du réseau passe par l'identification des structures souhaitant participer et à la diffusion des coordonnées des référents de chacun. Les échanges pourront se faire par mail ou téléphone, et des réunions pourront être organisées pour partager les retours d'expérience. Des petites fiches synthétiques pourront être diffusées sur les retours d'expériences, qu'ils concernent des suivis de l'espèce ou des aménagements réalisés en faveur du Castor.

mesure A4 : Création d'un COPIL Castor avec la DDTM/DREAL/OFB

Ce COPIL permettra la bonne prise en compte du Castor durant toute la durée du chantier et tiendra informé les services de l'État de l'avancement des mesures, des éventuelles découvertes, etc.

Ce COPIL prendra la forme suivante :

- Diffusion des comptes-rendus de visites de chantier par l'écologue en charge du suivi des travaux à la fin de chaque phase (soit fin février 2022, fin août 2022 et fin février 2023) ;
- Organisation d'une réunion de présentation de l'avancement du chantier durant chaque phase (3 réunions de présentation) ;
- Diffusion par mail (et organisation d'une réunion, le cas échéant) en cas d'éventuelle découverte liée au Castor.

mesure A5 : Démarche de prise en considération de l'espèce Castor à l'échelle de la DT Nord / Pas-de-Calais de VNF

Une veille naturaliste sera réalisée, afin d'avoir une meilleure connaissance de la dynamique des populations de Castor européen localement, et d'anticiper les précautions à intégrer dans le cadre des projets et de l'exploitation du réseau fluvial.

Les agents de VNF (notamment les équipes terrain) bénéficieront d'une sensibilisation incluant une formation à la reconnaissance des traces de présence du Castor. De façon complémentaire des échanges d'informations seront mis en place avec les acteurs naturalistes (notamment le GON), permettant ainsi d'intensifier la vigilance dans les secteurs où de premiers indices auront pu être identifiés.

Les retours d'expérience seront diffusés au sein de VNF sous forme de fiche synthétiques, afin de permettre de partager les informations récoltées sur les aménagements réalisés, d'optimiser les aménagements le cas échéant, et de partager les bonnes pratiques à mettre en œuvre.

En particulier, les pratiques de gestion douce des végétations de berges doivent permettre le maintien et la progression du Castor européen sur le réseau fluvial en conservant les habitats et la ressources alimentaires. Les coupes sélectives, strictement nécessaires, doivent se substituer aux coupes systématiques de façon à maintenir des végétations arbustives, arborées et hélophytiques spontanées et indigènes.

Pour les futurs projets portés par VNF, une attention particulière sera ajoutée dans le cahier des charges, afin que des inventaires spécifiques au Castor européen soient bien prévus.

mesure A6 : Étude complémentaire des connexions latérales vers des milieux propices

Un travail sera initié avec les gestionnaires des zones humides environnantes (PNR Scarpe-Escaut, Conseil départemental du Nord) pour développer les continuités écologiques entre le canal, les zones humides et annexes alluviales.

Une étude complémentaire sera réalisée permettant d'identifier les freins éventuels, et d'étudier la faisabilité d'aménagements permettant de favoriser la connexion latérale entre le canal Condé-Pommeroeul et le site Chabaud-Latour (et plus largement, le complexe qu'il forme avec les marais d'Harchies), au bénéfice de l'espèce.

Les propositions d'aménagement seront étudiées en lien avec les partenaires pertinents (Conseil départemental du Nord, Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut) et soumises à la validation des services de l'État dans le cadre du COPIL mis en place via la mesure A4.

VNF prend l'engagement de réaliser les aménagements qui seront validés, dans une enveloppe de coût pouvant varier de 10 000 à 150 000 €.

mesure S1 : Poursuites des prospections relatives au Castor européen visant à caractériser la population présente sur le canal de Condé-Pommeroeul

La poursuite des inventaires s'organisera en plusieurs axes :

- Poursuite des inventaires de terrain afin d'identifier le ou les gîte (s) sur le canal du Condé-Pommeroeul, afin de pouvoir caractériser plus finement la population en place ;
- Inventaires de terrain en automne, hiver et printemps, afin d'identifier le comportement alimentaire du Castor européen sur une année complète.
- Inventaires de terrain sur un secteur élargi : intégration des étangs situés à proximité du canal de Condé, prospections sur les secteurs aval et amont (Annexe 6 – Carte du périmètre d'étude élargi envisagé pour les futurs inventaires relatifs au Castor européen) ;

Ces suivis peuvent être réalisés par un bureau d'études et/ou des associations naturalistes.

mesure S2 : Suivi écologique

Ce suivi vise à suivre l'évolution de la dynamique de population de Castor suite aux aménagements réalisés par VNF et à suivre l'utilisation des différents aménagements prévus pour le Castor (terriers huttes artificiels).

Le suivi s'attache en particulier à évaluer :

- l'utilisation des aménagements par le Castor européen et son évolution dans la durée,
- les adaptations et compléments à apporter aux mesures, autant que de besoin,
- l'état de la population de Castor européen et ses tendances évolutives,
- évaluer l'impact de la remise en navigation du canal sur son utilisation par le Castor européen,

Un rapport sera produit annuellement et transmis aux services de l'État avant le 31 mars de chaque année. Le CSRPN sera destinataire des rapports, suivis et études complémentaires tous les deux ans.

La fréquence du suivi est la suivante :

- Suivi « 4 saisons » aux années n+1, n+2, n+3 ;
- Suivi sur 1 à 2 saisons (choisies en fonction des résultats des suivis précédents, pour étudier la population aux saisons les plus pertinentes au regard du contexte local), tous les deux ans, entre n+4 et n+14 ;
- Suivi sur 1 à 2 saisons tous les trois ans entre n+14 et n+30.

Article 5 – Durée de validité de la dérogation et territoire concerné

La dérogation définie à l'art. 1 du présent arrêté est délivrée pour la durée des travaux de remise à la navigation du Canal Condé-Pommeroeul. Elle est valable sur les communes de Fresnes-sur-Escaut, Condé sur l'Escaut, Thivencelle et Saint-Aybert au niveau des emprises définies dans le dossier de demande de dérogation.

Les mesures de préservation sont effectives durant la durée des atteintes. Les mesures de gestion le sont pendant une durée minimale de 30 ans.

Article 6 – Transfert de l'autorisation à un autre bénéficiaire

Le bénéficiaire d'une dérogation peut transférer celle-ci à une autre personne. Le nouveau bénéficiaire, au moins un mois avant la date d'effet du transfert, déclare celui-ci au préfet ou, dans les cas prévus aux articles R 411-7 et R 411-8, au ministre chargé de la protection de la nature. Cette déclaration mentionne, si le nouveau bénéficiaire est une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et s'il est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Elle indique en outre la nature des activités du nouveau bénéficiaire et justifie la qualification des personnes amenées à mettre en œuvre l'opération autorisée.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la déclaration, l'autorité qui l'a reçue en délivre

récépissé ou, dans le cas où le nouveau bénéficiaire ne dispose pas des capacités suffisantes pour respecter les conditions dont est assortie la dérogation, refuse le transfert. Ce refus est notifié au bénéficiaire initial de la dérogation et à l'auteur de la déclaration. Si, dans le délai mentionné ci-dessus, cette autorité n'a ni délivré récépissé de la déclaration, ni refusé le transfert de la dérogation, ce transfert est autorisé.

Article 7 – Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'art. L415-3 CE.

Article 8 – Exécution et copies

Copies du présent arrêté sont faites pour exécution à Madame la Directrice de Voies Navigables de France DT NPDC (37 rue du Plat, 59 034 Lille cedex), M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord, M. le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité du Nord.

Article 9 – Publications

Le présent arrêté est publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord.

Article 10 – Voie et délai de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de l'accomplissement des formalités de publicité.

Fait à Lille, le **06 AOUT 2021**
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général



Simon FETET

Annexe 1 : Carte localisation des aménagements pour faciliter l'accès aux berges



Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **06 AOUT 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général


Simon FETET

Annexes 2 – Cartes des plantations sur berges



Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **06 AOUT 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Simon FETET

Annexe 3 : Carte localisation des sites potentiels pour l'implantation des terriers huttes

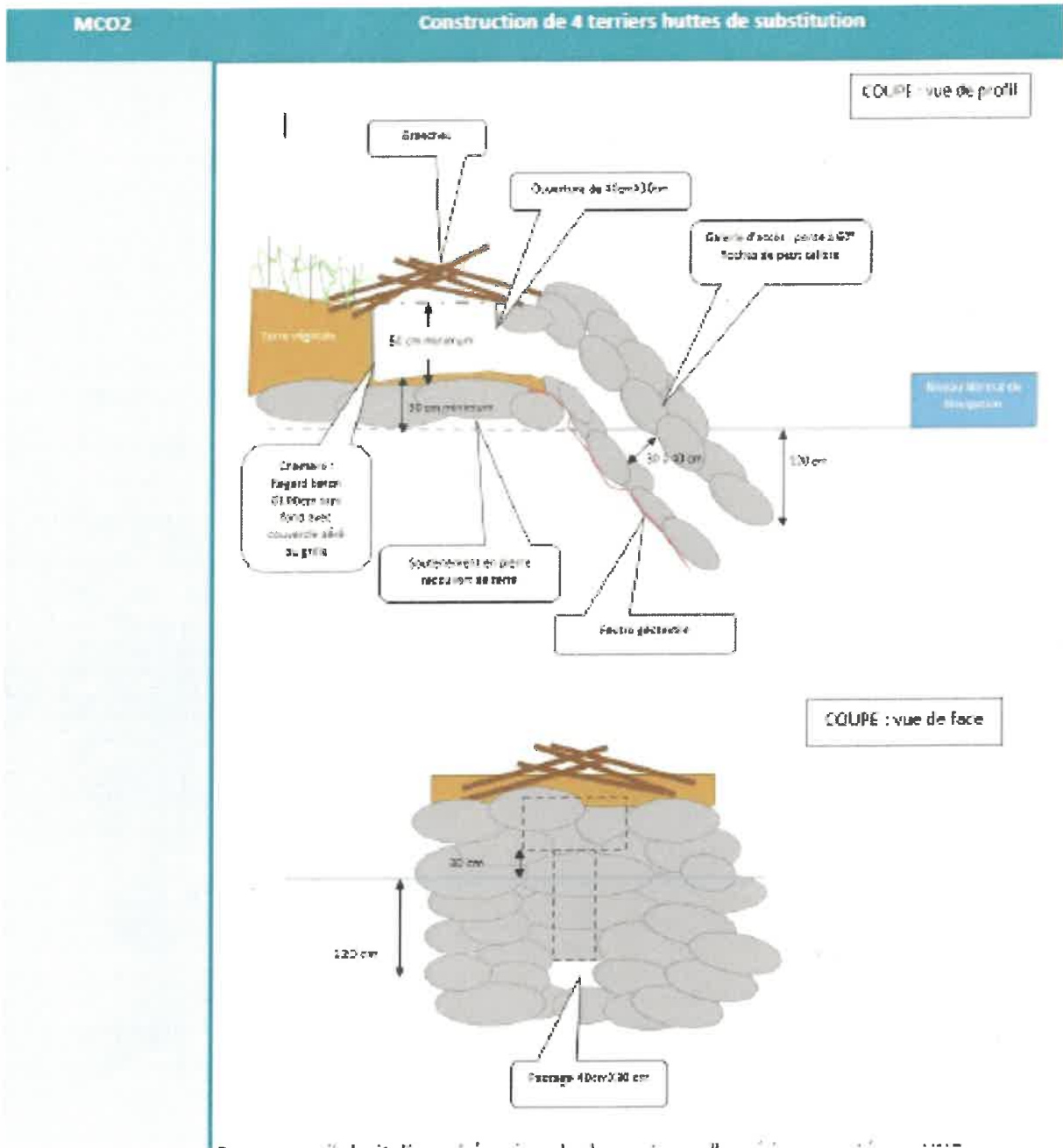


Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **06 AOÛT 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Simon FETET

Annexe 4 : Illustrations d'un terrier hutte artificiel



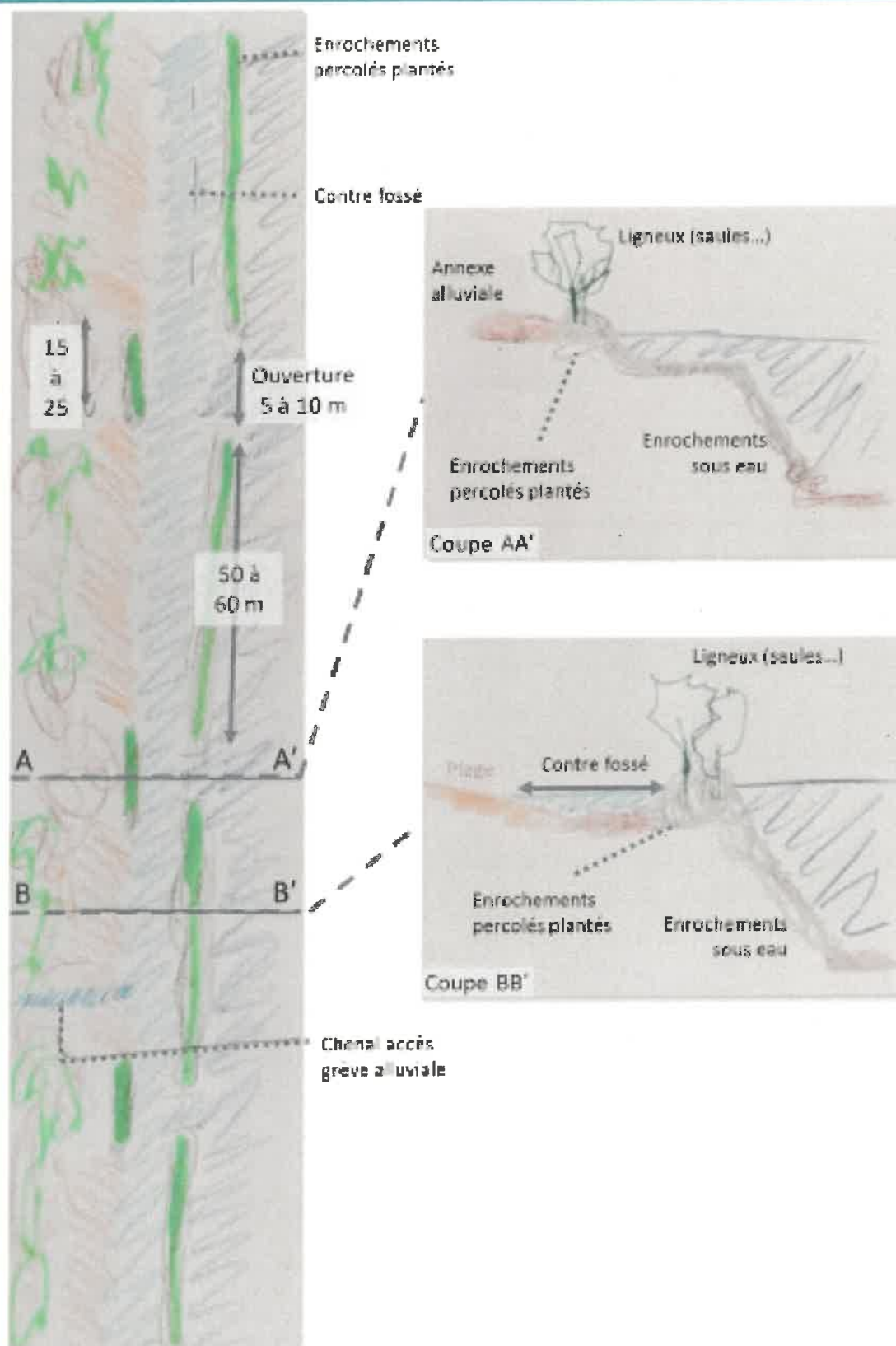
Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 06.05.2005

06 AUG 1921

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Simon FETET

Restauration d'un milieu favorable au Castor à l'interface entre le chenal de navigation et les annexes alluviales

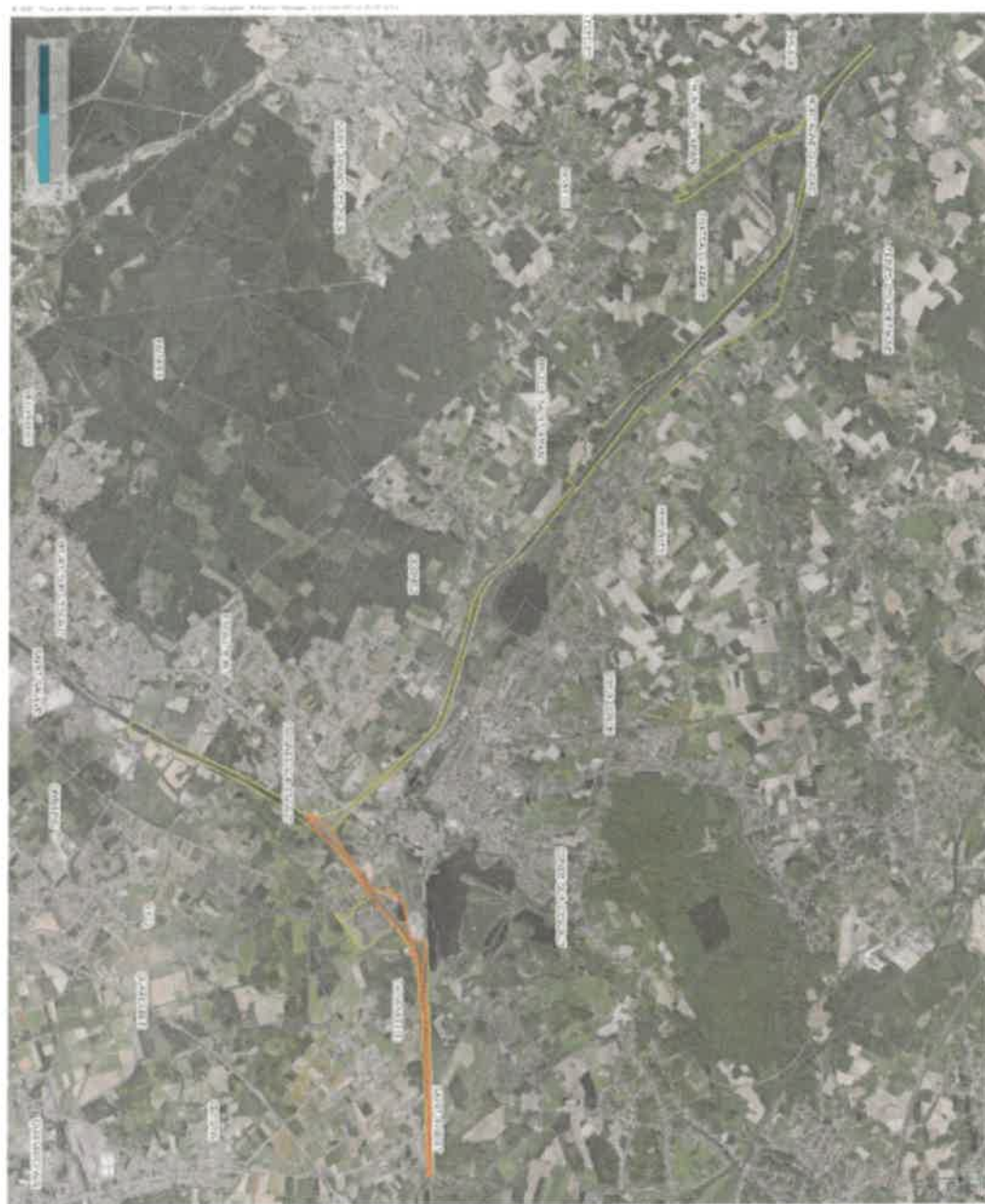


Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **06 AOUT 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Simon FETET

Annexe 6 : Carte du périmètre d'étude élargi envisagé pour les futurs inventaires Castor



Légende

- Forêt communale
- Forêt domaniale
- Forêt privée
- Forêt communale
- Forêt domaniale
- Forêt privée

Aire d'étude envisagée pour les futurs inventaires Castor

Aire d'étude envisagée pour les futurs inventaires Castor



Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **06 AOUT 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Simon FETET